



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

Supplément à « Combattre pour le socialisme » n°83 - 31 août 2022 :

ÉLECTIONS AU BRÉSIL : LE PIÈGE MORTEL DE LA COLLABORATION DE CLASSES

Avec l'avancée dans l'année 2022, la déclaration des principaux candidats, Lula et Bolsonaro, la campagne électorale absorbe chaque jour une plus grande partie de la vie politique brésilienne, avec comme échéance le début octobre. Pourtant le contexte économique et social est tous les jours plus étouffant pour le prolétariat et la jeunesse, alors que l'ONU prévient que les pays dominés, dont le Brésil fait partie, pourraient se retrouver dans la situation du Sri Lanka (inflation, pénuries, jusqu'au rejet violent du gouvernement).

Le cadre donné par le duel Bolsonaro-Lula tente de scénariser et canaliser les aspirations des masses brésiennes exposées depuis des années à la paupérisation, au chômage, à la précarité, à l'augmentation du travail informel et à la liquidation des subventions accordées aux plus pauvres (Bolsa Familia notamment).

Bolsonaro recentré sur ses bases et radicalisé

Bolsonaro a annoncé officiellement sa candidature, ce qui ne faisait guère de doute depuis longtemps déjà. Il l'a préparée et installée sur le terrain d'une surenchère de déclarations contre les institutions, le vote électronique, menant campagne contre le Tribunal supérieur de justice. Ainsi, devant une quarantaine d'ambassadeurs, Bolsonaro a réitéré ses attaques contre le système électoral, dont la sécurité serait comparable à un fromage suisse.

Pour autant, ce n'est pas du côté des puissances étrangères qu'il trouvera un appui, l'impérialisme étatsunien, par la voix de l'administration Biden, ayant rappelé sa confiance dans les institutions et les élections brésiennes. Bolsonaro se trouve de plus en plus isolé, sans le soutien de Trump et aussi sur le continent sudaméricain. Néanmoins, ces messages répétés, ce scénario de remise en cause des résultats avant même la tenue du scrutin, rappellent le précédent des Etats-Unis. La capacité de nuisance de Bolsonaro qui, devant son isolement, radicalise ses attitudes, cherchant à obtenir le soutien des latifundiaires en leur permettant d'accélérer la déforestation et l'expropriation des communautés indigènes, en favorisant le lobby des armes, les forces de répression (les sbires bolsonaristes ont assassiné un militant du PT le 10 juillet), tandis que les descentes meurtrières se répètent dans les favelas de Rio.

Le soutien de l'armée reste un facteur important pour Bolsonaro : le général Braga Netto, ministre de la défense, est candidat vice-président. Pour l'armée, l'enjeu est de continuer à pouvoir occuper de nombreux postes dans les ministères, comme c'est déjà le cas dans l'administration Bolsonaro. Quant aux agrariens, ils veulent pouvoir continuer leur exploitation de la forêt (Bolsonaro vient d'autoriser l'asphaltage d'une route au cœur de la forêt, ce qui la rendrait praticable toute l'année, donc augmenterait la pression foncière).

Quant à la campagne électorale de Bolsonaro, elle est menée sous les auspices de l'inspiration divine et des églises évangéliques. Le socle bolsonariste n'a pas disparu, même si le capital financier, la justice ou l'impérialisme étatsunien ont retiré leur soutien à Bolsonaro.

Isolé et radicalisé, Bolsonaro est, d'une part, un repoussoir bien commode pour tenter une opération politique d'ampleur au nom de la défense de la démocratie, opération visant à la soumission des intérêts du prolétariat et de la jeunesse à ceux de la bourgeoisie brésilienne, en particulier du capital financier, sous la forme de la collaboration de classe. D'autre part, jouant avec les limites de l'Etat de droit, il continue à essayer de fédérer les fractions les plus agressives de la bourgeoisie.

La candidature Lula-Alckmin et sa signification

Le 7 mai dernier, Lula a officialisé sa candidature. Il n'en faisait guère de mystère depuis sa libération et le recouvrement de ses droits politiques. Sa candidature est commune avec celle de G. Alckmin, un des représentants les plus classiques du capital financier, membre éminent de la bourgeoisie pauliste, ancien gouverneur de São Paulo et ancien candidat à la présidence (face à Haddad, du PT), qui s'était vu largement dépassé par Bolsonaro lors de la précédente élection présidentielle. Ce « ticket » a un sens politique évident : elle signifie que Lula recherche le soutien du capital financier, comme il l'a toujours fait. Après Alencar, représentant des intérêts de la bourgeoisie, lui-même patron, avec il avait fait alliance lors de ses deux premiers mandats, Lula poursuit son orientation de collaboration de classe avec le capital financier.

Rappelons toutefois que c'est la bourgeoisie, avec ses représentants du Centrão, de partis comme le MDB ou le PSDB, qui furent les marchepieds de l'accession de Bolsonaro au pouvoir : d'une part en renversant Dilma Rousseff (au nom de prétendus maquillages financiers) pour reprendre directement en mains le pouvoir avec

Michel Temer, d'autre part en se ralliant assez largement à Bolsonaro lors de l'élection de 2018, lui accordant la base parlementaire nécessaire pour gouverner (réformes des retraites, coupes budgétaires dans la santé et l'éducation, privatisations, attaques contre les droits du travail, contre les populations indigènes amazoniennes, contre les droits des femmes) puis en le protégeant jusqu'à la fin de son mandat, malgré des désaccords parfois brutaux. L'orientation consistant à réaliser l'union la plus large avec la bourgeoisie pour lutter contre la menace « fasciste » est donc un faux-semblant bien utile pour obtenir la soumission des organisations ouvrières, partis et syndicats, aux intérêts capitalistes, à un moment où les conséquences de la crise capitalistes sont particulièrement violentes pour les travailleurs et la jeunesse.

Il faut le dire, les organisations issues du mouvement ouvrier ont massivement apporté leur soutien à la candidature Lula-Alckmin, la faisant passer pour ce qu'elle n'est pas, posant un voile pudique sur le nom de Alckmin alors que la formation du « ticket Lula-Alckmin » causait une réelle émotion parmi les militants. Le PT s'est intégralement soumis au caudillisme de Lula, et ses courants minoritaires se sont refusés à affronter la politique de collaboration de classes de ce dernier. Ainsi la tendance DAP (dialogue et action pour le PT, en réalité prolongation d'O Trabalho, courant lambertiste) a adopté une résolution de soutien à la candidature Lula, et pour une assemblée constituante avec lui. Non seulement cette position est en total décalage avec ce qu'affirme le candidat lui-même, mais encore elle a pour conséquence d'avaliser le soutien au ticket Lula-Alckmin, en faisant mine de l'ignorer. Cette politique est celle des lambertistes locaux, mais aussi des représentants plus classiques, voire historiques, du parti et des directions syndicales (CUT, UNE - syndicat étudiant) ou encore de la présidente de l'APEOSP, syndicat des enseignants du secondaire de l'Etat de São Paulo.

Au PSOL, le vote de la direction nationale a donné une courte majorité au soutien au ticket Lula-Alckmin, sans consultation des militants. La position développée très largement est que, malgré ce ticket, il faut soutenir cette candidature « pour ne pas se couper des masses ». En réalité, le PSOL a capitulé : il ne présente pas de candidature et se soumet à la ligne de collaboration de classes, se coulant dans des alliances électorales en vue des élections parlementaires dans chaque Etat et au niveau national.

Les organisations syndicales, elles, ont apporté leur contribution directe : le 27 mai, lors d'une rencontre entre les représentants des « mouvements sociaux » et Lula, ceux-ci ont présenté leurs propositions au candidat. Les « mouvements sociaux », ce sont les organisations syndicales ouvrières, principalement la CUT, les organisations représentant les travailleurs ruraux (comme le MTST, Mouvement des travailleurs sans terre), le Mouvement des sans-toit (MST), l'UNE, mais aussi une foule d'associations, d'ONG, d'associations religieuses..., ce qui introduit un caractère d'absolue confusion. Mais la soumission des directions des organisations syndicales à la candidature Lula-Alckmin annonce aussi un total renoncement à toute revendication sérieuse, malgré les « propositions » qui ont servi de prétexte à la rencontre et au ralliement officiel.

L'étape suivante fut la « lettre » d'enseignants de la faculté de droit de l'USP (Université de São Paulo) adressée aux Brésiliens pour « défendre la démocratie » et tout particulièrement la constitution, et s'élever contre « les intolérables attaques contre les élections ». Cette pétition, qui connut un succès rapide, est surtout la marque du ralliement « officiel » des groupes dominants de la bourgeoisie à la ligne de la « défense démocratique » : signée par les habituelles personnalités et ONG, elle l'est aussi par la fédération des banques et la FIESP (patronat de l'Etat de São Paulo, cœur économique du pays).

Mais la collaboration de classes peut-elle permettre de résoudre les problèmes des masses ? Le Chili, la Colombie, le Pérou, où des gouvernements se voulant des représentants de cette politique sont à l'œuvre, en donnent une idée : leur politique est directement dirigée contre les masses. En aucun cas on ne peut appeler à voter pour le ticket Lula-Alckmin et faire campagne sur un tel terrain !

La collaboration de classes n'est que l'acceptation de la domination de la bourgeoisie, classe dominante dans le système capitaliste en crise.

La crise du capitalisme et son expression au Brésil

Au Brésil comme ailleurs, la manifestation immédiate de la crise du capitalisme c'est l'inflation. En juillet, elle était officiellement de 11,9 %, en rythme annuel (source : IBGE, institut national de la statistique). Mais non seulement le poids de l'inflation n'est pas le même pour les prolétaires et les bourgeois, mais aussi elle assure des surprofits à certaines fractions de la bourgeoisie tandis qu'elle jette dans la misère et la faim des couches entières du prolétariat. Le Département intersyndical de statistique (DIEESE) donne l'évolution du coût de la vie à partir des produits de première nécessité : la moyenne de l'inflation sur ces produits s'établit autour de 20 %, avec des variations importantes entre Etats du Brésil. Cela est d'autant plus frappant que les exportations agricoles (bœuf, soja, café, canne à sucre, etc.) n'ont jamais autant rapporté, assurant des surprofits considérables à ce secteur. Les fractions les plus précarisées du prolétariat se trouvent réduites à acheter les rebuts considérés comme habituellement inconsommables (par exemple os, peau, petit lait, en lieu et place de la viande ou du lait). Significatifs sont les pillages de supermarchés depuis le début de l'année 2022... Une situation d'autant plus sensible que Bolsonaro a abrogé la Bolsa Familia, une aide alimentaire mise en place au début des années 2000 sous le gouvernement de Lula.

Le chômage reste élevé, et la part de la population vivant dans l'informalité est toujours plus importante que celle qui travaille avec contrat et garanties légales et sociales. Une part toujours plus importante de la population vit d'expédients.

Quant aux équilibres macro-économiques, ils sont marqués par des taux d'intérêts très élevés, le taux de base de la banque nationale ayant été remonté plusieurs fois depuis le début de l'année pour atteindre 13,75 % en juin. Cela n'empêche pas la dépréciation du real face au dollar, ainsi que le retrait des capitaux vers les Etats-Unis. Se nourrir, se loger, circuler, se soigner, étudier... : les bases de la vie sociale sont de plus en plus difficiles à obtenir pour des pans entiers de la population. Est-ce qu'une politique de collaboration de classes peut changer les choses pour le prolétariat brésilien ? Peut-on à la fois contenter la fédération des banques ou les entreprises de la région de São Paulo et les travailleurs paupérisés et jetés dans l'informalité ?

La réponse est dans la question ! Il n'est pas possible de satisfaire à la fois les revendications des capitalistes et celles du prolétariat, de la jeunesse. Il est nécessaire de rompre avec cette politique de collaboration de classes concentrée dans la candidature Lula-Alckmin qui concrétise la soumission du PT, organisation créée par les travailleurs pendant la dictature, aux besoins de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Cette politique, matérialisée par ce « ticket », se traduit et se prolonge dans les accords locaux de coalitions électorales entre les partis issus du mouvement ouvrier et les partis bourgeois, avec pour conséquence d'effacer le caractère de classe des partis ouvriers et de laisser aux partis bourgeois la majorité dans les parlements fédéraux et national.

A cela il faut opposer la rupture : pas question de voter pour Alckmin, pas question de voter pour des coalitions avec les partis bourgeois. Au contraire, la nécessité de l'heure, ce sont des candidatures ouvrières, présentées par les partis ouvriers. A l'opposé de cette politique de coalition, ce à quoi les masses aspirent c'est à pouvoir opposer leur vote à Bolsonaro, tout comme à la formation d'un gouvernement qui défende leurs intérêts face à la crise, donc un gouvernement ouvrier, un gouvernement structuré autour du PT et appuyé par la CUT. La candidature à la présidentielle ne peut donc comporter comme vice-président un représentant de la bourgeoisie.

Un gouvernement ouvrier articulé autour du PT et de la CUT

Une telle candidature pourrait permettre de poser la question d'un gouvernement qui réponde aux aspirations des masses face à l'inflation, au chômage.

Une candidature ouvrière poserait immédiatement des questions vitales pour le prolétariat et la jeunesse, au premier rang desquelles le droit au travail, tant le chômage et l'informalité les frappent. La moitié de la main-d'œuvre brésilienne est en dehors des lois et du droit du travail, sans aucune protection, exposée à toutes les fluctuations de la société capitaliste. Le droit au travail dans un cadre légal, hors de l'informalité, est d'une nécessité vitale pour l'ensemble du prolétariat brésilien. Et pour se protéger du chômage et de la précarité, échelle mobile des heures de travail, c'est-à-dire réduction du temps de travail en fonction du nombre de travailleurs à employer ! Bien sûr, une telle mesure nécessiterait le contrôle ouvrier sur l'emploi.

L'autre urgence vitale, c'est la paupérisation liée à l'inflation, d'autant plus que les plus précarisés se sont vu retirer les maigres aides financières correspondant aux plans de réduction de la faim. La question centrale est celle des salaires, tandis que la défense des salaires impose la revendication de l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire une augmentation automatique des salaires en fonction de l'inflation, augmentation qui doit être calculée selon les besoins des travailleurs, donc par les organisations syndicales.

Au-delà de ces mesures immédiates, les questions du travail, du salaire, de la faim posent celles du contrôle des prix, de l'approvisionnement, de l'organisation de la production, alors qu'une partie de plus en plus grande de la population ne peut arriver à se nourrir tandis que les latifundiaires et les groupes agro-alimentaires n'ont jamais fait autant de bénéfices... La question de la propriété des terres, la question de l'organisation de la production en fonction des besoins est donc immédiatement posée. Le contrôle des terres par la petite paysannerie ouvrirait la voie à une agriculture qui réponde aux besoins alimentaires et à l'arrêt de la destruction de la forêt amazonienne qui se fait contre les intérêts de la population rurale et pour des intérêts qui échappent à la grande masse de la population brésilienne.

Un gouvernement ouvrier devrait aussi pouvoir garantir l'accès à la santé publique gratuite, à un enseignement public de qualité, de l'école à l'université.

Un gouvernement ouvrier permettrait de poser la question des droits démocratiques, notamment en démantelant l'organe de répression issu de la dictature, la police militaire, dont les faits d'armes sont réguliers dans les favelas (exactions, brutalités et assassinats par les forces de police militaire). Au contraire, la sécurité de la population des favelas doit être assurée par les habitants eux-mêmes, organisés de manière démocratique et sous le contrôle des organisations ouvrières, en particulier contre les attaques des différentes forces, escadrons de la mort, cartels et police militaire, dont les limites sont confuses et floues, c'est le moins qu'on puisse dire, l'assassinat de Marielle Franco en témoigne. Il s'agirait aussi de faire voler en éclat la justice corrompue et instrumentalisée qui a permis l'arrestation de Lula et son interdiction de se présenter, faisant le lit de l'élection de Bolsonaro. Pour cela, un tel gouvernement devrait s'appuyer sur l'organisation des travailleurs,

partis, syndicats, et non sur le respect d'une constitution qui permet à la bourgeoisie de renverser le pouvoir élu quand il représente l'électorat ouvrier.

Pour ouvrir une réelle issue de classe, un gouvernement ouvrier devra s'appuyer sur le prolétariat, donc s'opposer à la collaboration de classes qui ne peut que démobiliser le prolétariat et amener in fine à la liquidation du PT, de la CUT et des organisations ouvrières en général.

C'est autour d'une telle orientation qu'une issue positive pourrait être trouvée et que pourraient se regrouper des militants luttant pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

Le 31 août 2022

[<http://socialisme.free.fr> - © A.E.P.S., 1 Bis Rue GUTENBERG, 93100 MONTREUIL]